



ALNU Info

Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies asbl (ALNU)
Adresse : 3, route d'Arlon L-8009 STRASSEN

Téléphone : (+352) 46 14 68 Télécopie : (+352) 46 14 69

Adresse électronique : alnu@pt.lu

Adresse Internet : www.alnu.lu

Nouveaux Membres : www.alnu.lu/devenir-membre

Facebook : www.facebook.com/ALNU.Luxembourg/

Linkedin : <https://www.linkedin.com/company/alnu>

Coordonnées bancaires : CCPL LU95 1111 0248 7038 0000

Décembre 2024

Séminaire « Info Sharing 2024 on Key UN Topics by ALNU »

- **Introduction par M. André Rollinger, Président de l'ALNU**
- **Intervention de Mme Véronique Dockendorf, Directrice des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)**
- **Intervention de M. Pascal Fabing, Expert secteur privé et innovation de LuxDev**
- **Intervention de M. Georg Poengen, Délégué de la jeunesse du Luxembourg pour les Nations Unies (rapport lu par Mme Rahsan Celik)**

Divers

- **Joint Statement of the Benelux United Nations Associations on the attacks on the UN in the Middle East / Gezamenlijke verklaring van de Benelux VN-verenigingen over de aanvallen op de VN in het Midden-Oosten**
- **Gaza au Proche-Orient : la réponse humanitaire des Nations Unies est menacée**

Séminaire « Info Sharing 2024 on Key UN Topics by ALNU »



Le séminaire a eu lieu dans le bâtiment du siège de l'ALNU à Strassen le 21 novembre

Introduction par M. André Rollinger, Président de l'ALNU

M. André Rollinger, président de l'ALNU, souhaite la bienvenue à tous les participants à ce séminaire annuel de l'association « Info sharing on key UN topics ». De plus en plus, le multilatéralisme et la coopération internationale sont soumis aux aléas contraires d'un monde polarisé entre différentes sphères d'influence, d'une multiplication des crises, des conflits et des intempéries extrêmes ainsi que d'une augmentation continue des inégalités. Le dernier rapport 2024 des Nations Unies sur le développement durable en fait état au niveau du développement : seulement 17% des objectifs de développement durables (ADD) sont sur la bonne voie, environ 50% connaissant un progrès minimal ou modéré et environ 33% sont bloqués au même niveau ou en régression. Il s'agit d'une bonne opportunité de témoigner d'un support renouvelé pour les objectifs et les missions des Nations Unies dont l'importance reste déterminante pour l'évolution vers une société plus équitable, paisible et prospère dans un environnement naturel sain et varié.

Ce séminaire est destiné à mettre en évidence certaines priorités du Sommet mondial sur l'avenir des Nations Unies, qui a eu lieu au mois de septembre 2024. Parmi ces priorités, il convient de relever pour cette année celle accordée à la science, à la technologie et à l'innovation. Une autre priorité transversale récurrente concerne les besoins adéquats de financement pour les pays du Sud, qui sont en augmentation très nette, y compris à cause de l'accroissement du changement climatique et de la perte de la biodiversité.



Les intervenants de gauche à droite : M. Pascal Fabing, Mme Rahsan Celik, M. Francesco Carollo, Mme Véronique Dockendorf, M. André Rollinger

Intervention de Mme Rahsan Celik, Secrétaire Générale de l'ALNU

Mme Rahsan Celik, Secrétaire Générale de l'ALNU, a partagé un aperçu global sur le « Sommet de l'Avenir » qui s'est tenu du 22 septembre 2024 au 23 septembre 2024 à New York. De plus, elle a transféré quelques messages clés qu'elle a obtenus pendant sa participation au colloque « Femmes : Forces de Développement » organisé par l'Association Française pour les Nations Unies (AFNU) le 18 septembre à Paris.

Lors du sommet, le Pacte pour l'avenir, qui comprend un accord mondial Pacte numérique et une Déclaration

sur les générations futures, a été adopté. Le Pacte pour l'avenir comporte les 5 chapitres suivants : Développement durable et financement ; Paix et sécurité Internationale ; Science, technologie et Innovation et coopération numérique ; Jeunesse et générations futures ; et Transformation de la gouvernance mondiale. Entre autres, les Etats membres de l'ONU se sont engagés à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en gardant la vision claire d'un multilatéralisme et en prenant des actions intensifiées.

Quant à l'évènement de l'AFNU, le focus a été mis sur l'Egalité entre les femmes et les hommes (EFH) liée à la thématique du 19^{ème} sommet de la Francophonie. A cette occasion, l'importance de l'empouvoirement des femmes et le rôle crucial des femmes en tant que porteuses de solutions concrètes, innovantes et entrepreneuriales pour promouvoir l'EFH et le développement durable ont été soulignés. Néanmoins, il y a encore plusieurs défis et obstacles persistants dans l'espace francophone concernant les droits de femmes à surmonter.

4. Conclusion

- Inégalités entre les droits des hommes et des femmes dominant toujours
- Beaucoup de défis à faire face, des « gaps » à combler, des obstacles à surmonter et des essentielles actions concrètes à réaliser
- Recommandé d'agir d'une manière urgente et consistante afin de réduire les inégalités au maximum possible
- Mouvement progressif vers la bonne direction concernant l'EFH
- Transformation de la société et un changement de paradigmes se révèlent dans plusieurs pays
- Tendances positives dans plusieurs domaines (privé et public) ainsi qu'aux niveaux individuels, locaux, nationaux et globaux
- Bonnes pratiques se multiplient et s'accumulent quant à l'EFH
- Volonté politique pour agir augmente aussi graduellement, en général
- Encore un travail significatif à compléter pour obtenir une parité entre les femmes et les hommes



Question et réponse : Pourriez-vous donner un exemple/nom d'une femme dirigeante qui avait participé à l'évènement de l'AFNU ? Différentes femmes dirigeantes sont intervenues comme p.ex. Corina CALUGARU, Ambassadrice de la République de Moldavie en France.

Intervention de Mme Véronique Dockendorf, Directrice des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)

Mme Dockendorf a expliqué que l'adoption par consensus du Pacte pour l'Avenir relevait presque du miracle, après cinq révisions et un dernier drame. Malgré l'opposition de quelques pays comme la Syrie, le Venezuela, le Nicaragua et l'Iran, le groupe africain a joué un rôle clé en appelant le président de l'Assemblée générale à avancer, neutralisant une tentative russe de bloquer le processus. Ce pacte couvre des enjeux mondiaux majeurs, accompagné d'un volet numérique essentiel pour encadrer les développements technologiques.

Mené par deux facilitateurs, l'Allemagne et la Namibie, ce processus constitue un legs pour le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, dont le mandat s'achève au mois de juin 2026. Le Luxembourg s'est engagé à soutenir les travaux sur le thème « femmes, paix et sécurité », se concentrant sur la participation des femmes aux négociations de sortie de crise, domaine où le pays possède une expertise.

Malgré les défis géopolitiques, ce sommet a confirmé la pertinence de l'ONU comme organisation multilatérale indispensable. Mme Dockendorf a aussi évoqué le récent vote au Conseil de sécurité où les États-Unis ont rejeté un cessez-le-feu à Gaza, exigeant sa simultanéité avec la libération des otages.

Le Luxembourg, qui termine son mandat au Conseil des droits de l'homme, a contribué à une résolution historique sur les droits humains en Russie. Mme Dockendorf s'est dit préoccupée par des lois israéliennes visant l'UNRWA, tandis que le Luxembourg a renouvelé son soutien financier à l'agence via un accord triennal.

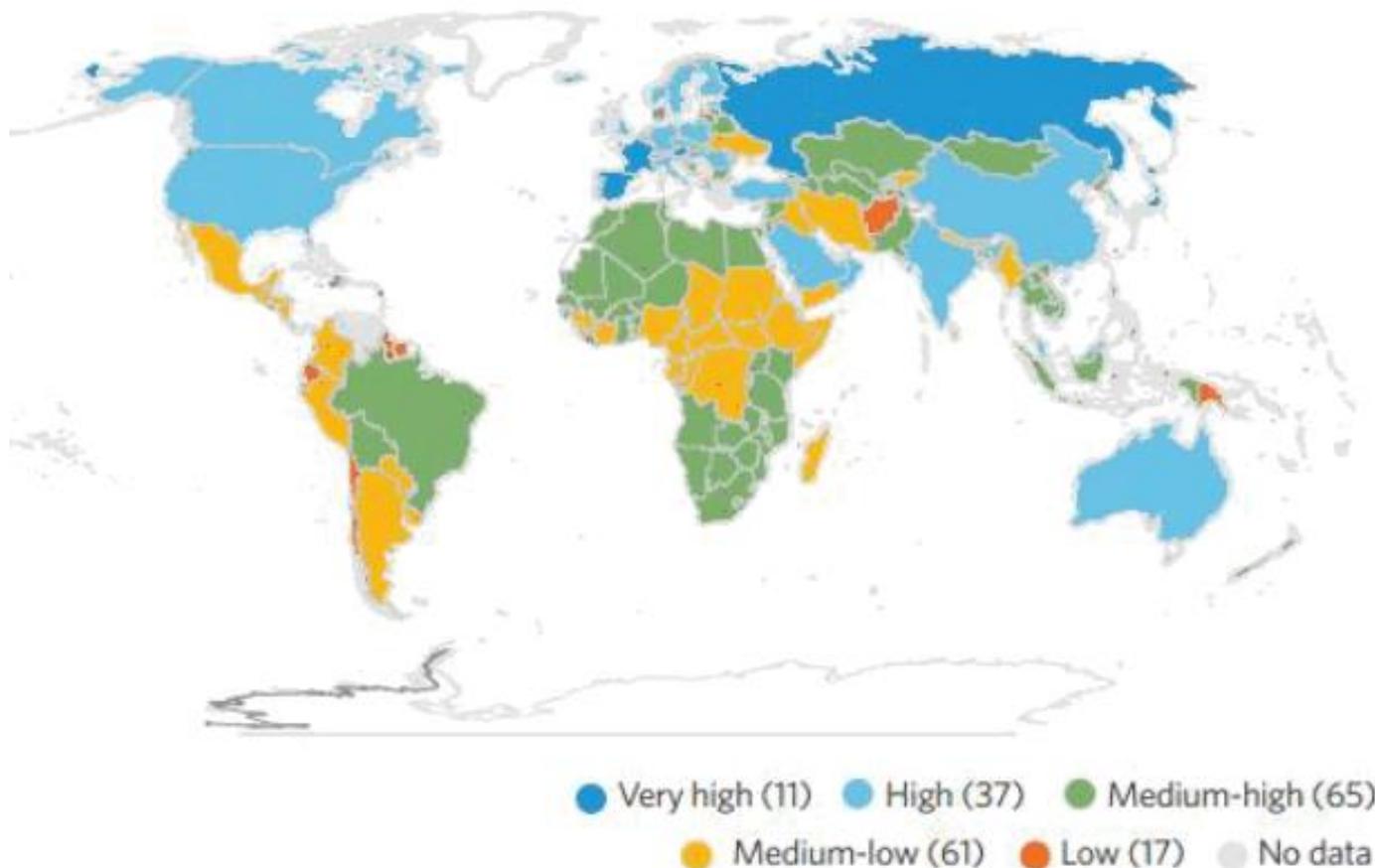
Question et réponse : Est-il vrai qu'il y a une précarisation du personnel de l'ONU qui met à mal la continuité

des efforts de l'organisation ? L'ONU n'a jamais assez d'argent parce que ce sont les États membres qui négocient le budget. La grande crainte est avec l'administration Trump qui arrive.

Intervention de M. Francesco Carollo, Membre de l'ALNU

Dans son intervention, M. Francesco Carollo, membre de l'ALNU, a abordé le thème "Science, technologie et innovation" (STI) pour le renforcement de l'Agenda 2030 des ODDs et l'éradication de la pauvreté dans une période de crises multiples : la prestation effective de solutions durables, résilientes et innovatives. Dans ce cadre, il a évoqué sa participation au 'STI Forum 2024' des Nations Unies à New York le 9 et 10 mai.

Une gestion intégrée de l'eau renforce la résilience à de multiples crises, y compris le changement climatique. Au niveau du degré de l'implémentation de ressources intégrées d'eau, il existe des différences notables surtout entre les pays du Nord et du Sud. Une prise de décision basée davantage sur les données, le développement d'une main d'œuvre qualifiée, une technologie innovante y compris l'intelligence artificielle et une collaboration intersectorielle solide s'avèrent nécessaires.



Note: Number of countries per level in parentheses

En Éthiopie, une technologie de conversion de déchets à énergie a été mise en œuvre pour la première fois en Afrique en 2018. Le processus du traitement journalier de 1.400 tonnes des déchets solides – 80% du total de la ville d'Addis Abeba – permet de générer de l'électricité pour jusqu'à 30% des ménages de cette ville.

A Djibouti en Afrique de l'Est, la Banque européenne d'investissement soutient pour un montant total de 79.000.000 EUR des projets de dessalement de l'eau et de traitement des eaux usées, afin de permettre un accès d'eau propre à plus de 555.000 personnes.

Question et réponse : *Comme les changements technologiques sont très rapides, comment est-ce que les pays du Sud peuvent encore suivre cette évolution accélérée ? Ces pays doivent être intégrés davantage dans le processus de transfert de technologies innovantes et bénéficier à cet effet de meilleures conditions financières de la part des pays du Nord*

Intervention de M. Pascal Fabing, Expert secteur privé et innovation de LuxDev

Dans son intervention, M. Pascal Fabing, Expert Secteur Privé et Innovation de « Luxembourg Development Cooperation Agency » (LuxDev), a donné quatre exemples des projets d'innovation de LuxDev.

Il a expliqué le problématique de l'accès à l'eau potable sur l'île de Brava au Cabo Verde et comment LuxDev tente de remédier à cette situation en installant une unité de dessalement solaire, afin de proposer un accès universel et continu à l'eau potable de qualité et en quantité nécessaire, à un prix abordable.



Site EDAM : édifices osmose à gauche y inclus les filtres de reminéralisation et réservoir / modules photovoltaïques à droite

Au Sénégal, à travers le « LuxAid Challenge Fund » LuxDev soutient le développement des systèmes de marché afin d'aider les populations vulnérables, notamment des jeunes femmes, à bénéficier d'opportunités économiques. Il a donné l'exemple des produits « Lionceau », des farines infantiles intégrant des produits forestiers non ligneux locaux qui offrent aussi un débouché aux cultivateurs de céréales locaux.

Le Kosovo a la population la plus jeune d'Europe, mais le taux de chômage chez les jeunes, et surtout les femmes, est très élevé. LuxDev soutient un projet de coopération bilatérale en appui au Ministère de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et du Commerce pour soutenir le développement de l'écosystème d'innovation.

Enfin, au Luxembourg, avec le projet LuxAid BRIDGES, LuxDev aide les populations vulnérables en étudiant quels incitatifs peuvent encourager certains acteurs du marché à mettre en place les changements nécessaires pour que la situation devienne plus profitable à tous (win-win).

Question et réponse : *Quel est le secteur que LuxDev est le plus engagé du point de vue des projets » ?* En réponse, M. Fabing a souligné que le premier objectif de LuxDev n'est pas de vendre des services des entreprises luxembourgeoises, mais plutôt d'être à l'écoute des besoins.

Intervention de M. Georg Poensgen, Délégué de la jeunesse du Luxembourg pour les Nations Unies (rapport lu par Mme Rahsan Celik)

M. Georg Poensgen, Jeune délégué du Luxembourg auprès de l'ONU, ne pouvait pas participer au séminaire à cause des obligations universitaires. D'une manière représentative, Mme Rahsan Celik, en tant que membre du Groupe de l'Accompagnement du Programme « Délégué (e)s de la Jeunesse auprès des Nations Unies » (Luxembourg), a partagé son intervention sur l'engagement des jeunes à l'ONU.

Le mandat de Mme Laura Tesser et M. Georg Poensgen en tant que jeunes délégués luxembourgeois 2024/2025, et « agents clés de changement et d'innovation », a débuté le 1 avril 2024.

Etant conscients d'affectation des résultats de l'ONU sur leurs vies et leurs avenir, les jeunes se sont impliqués activement dans l'ONU.

Les principaux objectifs de leur mandat consistent de la phase de consultation nationale en préparation de la visite et la représentation de la jeunesse luxembourgeoise lors de l'Assemblée générale à l'ONU.

Du 6 octobre au 17 octobre, M. Poensgen a représenté la Jeunesse du Luxembourg en recevant accès aux Nations Unies à New York en tant que membre de la délégation luxembourgeoise par la Mission permanente du Luxembourg auprès de l'ONU.

REPRÉSENTATION DES JEUNES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES À NEW YORK:

- Du 6 au 17 octobre, les UNYDs étaient représentées par Georg à New York aux Nations Unies
- Accès à l'ONU en tant que membre de la délégation luxembourgeoise par la Mission permanente du Luxembourg auprès de l'ONU
- Participation active: Interventions sur des sujets clés dans la 3C, co-organisation d'un "side-event", échange avec des diplomates et collaboration avec d'autres délégués et agences de l'ONU



Il a contribué activement aux interventions sur des sujets clés dans la 3ième Commission. De plus, il a coorganisé un « side-event » et a échangé avec d'autres diplomates et agences, ainsi qu'avec des délégués de l'ONU. En outre, la participation à une prise de décision au niveau global et la promotion d'une meilleure inclusion des jeunes dans les initiatives internationales ont aussi eu lieu à cette occasion.

Question et réponse : *Quand est-ce que le programme « UNYDs Luxembourg » a été implémenté au Luxembourg ?* Le programme a été initié au Luxembourg en 2017 conjointement avec le Ministère des Affaires étrangères et européennes, le Ministère de l'Éducation nationale et de l'Enfance et de la Jeunesse, l'ALNU, le CGJL (Jugendrot) et le Zentrum für politisch Bildung. »



Les participants du séminaire (photo prise par M. André Rollinger, président de l'ALNU, aussi présent)

Joint statement of the Benelux United Nations Associations on the attacks on the UN in the Middle East **November 2024**

We, the United Nations Associations of Belgium, the Netherlands, and Luxembourg, are deeply concerned about the situation in the Middle East, and in particular about the attacks on and the attempts to discredit and undermine the United Nations.

On 2 October, the Israeli government declared the UN Secretary General persona non grata in Israel. In October, it carried out several attacks on UN peacekeeping troops in Lebanon (UNIFIL), wounding several peacekeepers. On 29 October, the Israeli parliament voted to ban the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA).

We emphasize that Israel had a right to take appropriate and proportionate counter measures following the horrific attacks by Hamas on 7 October 2023. We condemn any form of anti-semitism, which should not be tolerated by the international community.

We are, however, deeply concerned about the disregard of the values of the United Nations, the violations of international law, the rapidly deteriorating humanitarian situation, and the safety of UN staff in the region.

Independent [UN experts have warned](#) of "a brutal escalation of violence, resulting in [genocidal](#) attacks, ethnic cleansing and collective punishment of Palestinians, which risks breaking down the international multilateral system." Most recently, Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 [Francesca Albanese](#) said that "Gaza has become a wasteland of rubble and human remains, with people barely holding on to life".

We call on all parties to the conflict to respect the neutrality of the UN and ensure that it can fulfill its mandate for the benefit of all people in the Middle East. The international community should do everything within its power to support the efforts for an immediate cease fire, the restoration of UNRWA and humanitarian aid in Gaza, and a pathway to a just and sustainable peace.

United Nations Association Belgium (APNU/VVN),

Nederlandse Vereniging voor de Verenigde Naties (NVVN),

Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies (ALNU)

Gezamenlijke verklaring van de Benelux VN-verenigingen over de aanvallen op de VN in het Midden-Oosten **November 2024**

Wij, de Verenigingen voor de Verenigde Naties van België, Nederland en Luxemburg, zijn diep bezorgd over de situatie in het Midden-Oosten, met name over de aanvallen op de Verenigde Naties en de pogingen om de VN te discrediteren en te ondermijnen.

Op 2 oktober heeft de Israelische regering de secretaris-generaal van de VN tot ongewenst persoon in Israël verklaard. In oktober heeft het meerdere aanvallen op VN-vredestroepen in Lebanon (UNIFIL) uitgevoerd, waarbij meerdere Peacekeepers gewond zijn geraakt. Op 29 oktober heeft het Israelische parlement voor een verbod van de VN-hulporganisatie voor Palestijnse vluchtelingen (UNRWA) gestemd.

Wij benadrukken dat Israël het recht had om gepaste en proportionele maatregelen te nemen na de vreselijke aanvallen van Hamas op 7 oktober 2023. Wij veroordelen elke vorm van antisemitisme, dat door de internationale gemeenschap niet getolereerd mag worden.

Wij zijn echter diep bezorgd over de minachting van de waarden van de Verenigde Naties, de schendingen van het internationaal recht, de snel verslechterende humanitaire situatie en de veiligheid van VN-personeel in de regio.

Onafhankelijke [VN-experts waarschuwen](#) voor "een brutale escalatie van geweld, met als resultaat [genocidale](#) aanvallen, etnische zuivering en collectieve bestraffing van Palestijnen, dat het multilaterale systeem dreigt te vernietigen." Meest recent zei speciaal rapporteur [Francesca Albanese](#) dat "Gaza een braakland van puin en menselijke resten geworden is, waar mensen nauwelijks kunnen overleven".

Wij roepen alle partijen bij het conflict op de neutraliteit van de VN te respecteren en ervoor te zorgen dat de organisatie haar mandaat ten voordele van alle mensen in het Midden-Oosten kan vervullen. De internationale gemeenschap moet alles doen wat in haar macht staat om de inspanningen voor een onmiddellijk staakt-het-vuren, het herstel van UNRWA en humanitaire hulp in Gaza, en een weg naar rechtvaardige en duurzame vrede te ondersteunen.

United Nations Association Belgium (APNU/VVN)

Nederlandse Vereniging voor de Verenigde Naties (NVVN)

Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies (ALNU)

Gaza au Proche-Orient : la réponse humanitaire des Nations Unies est menacée



Photo UNRWA

Des écoles, des centres de formation des centres de santé... depuis des décennies, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) apporte assistance à des centaines de milliers de personnes. **Cette assistance pourrait brutalement s'arrêter et entraver toute l'aide humanitaire en cours.**

Depuis longtemps UNRWA est victime d'une [campagne de dénigrement et de désinformation](#), soutenue par Israël. Une nouvelle étape a été franchie le 28 octobre dernier avec [l'adoption par le parlement de deux lois](#) visant à interdire l'agence d'exercer sa mission.

Ces lois devraient entrer en vigueur trois mois après leur adoption donc fin janvier. Et à ce jour, UNRWA est irremplaçable.

Depuis 75 ans, l'UNRWA fournit des services de type public, tels que l'éducation et les soins de santé, aux réfugiés palestiniens dans les territoires palestiniens occupés, au Liban, en Syrie et en Jordanie.

Sans UNRWA, un risque d'effondrement de la réponse humanitaire

« La mise en œuvre de la législation israélienne de la Knesset visant à mettre fin aux opérations de l'UNRWA dans le territoire palestinien occupé aura **des conséquences désastreuses**. À Gaza, le démantèlement de l'UNRWA entraînera **l'effondrement de la réponse humanitaire** des Nations Unies. », déclarait le 2 décembre Philippe Lazzarini, chef de l'UNRWA.

Malgré l'insécurité, et la mort de 249 de leurs collègues, quelque 5000 employés de l'UNRWA continuent d'apporter une assistance aux habitants de la bande de Gaza, notamment dans les centres de santé qui fonctionnent encore (une dizaine sur les 27 que compte l'enclave).

Les écoles abritent désormais des dizaines de milliers de réfugiés. A certain moment de cette crise, les infrastructures de l'UNRWA ont accueilli jusqu'à un million de déplacés.

Quand elles n'ont pas été bombardées et que les conditions de sécurité le permettent, des animations et activités éducatives sont organisées.

L'Agence a participé activement à la campagne de vaccination contre la polio, maladie qui est réapparue à la faveur du conflit et a assuré 40% des vaccinations, le reste étant assuré par l'OMS et l'UNICEF.

L'UNRWA joue aussi un **rôle crucial dans la distribution de nourriture**, une tâche partagée avec le [Programme alimentaire mondial des Nations Unies](#) (PAM). Depuis le 7 octobre, l'UNRWA a distribué directement la moitié de l'aide alimentaire dans la bande de Gaza, le reste ayant été pris en charge par le PAM et ses partenaires sur place.

Autre activité clé : l'UNRWA a la charge de **la distribution du carburant** pour toutes les autres agences humanitaires de l'ONU opérant dans la bande de Gaza.

Référence de cet article du 4 décembre 2024 : <https://unric.org/fr/gaza-la-reponse-humanitaire-menacee/>